

MACRO-IDÉOLOGIE DE LA SURPOPULATION

le cas du Bangladesh

BK. JAHANGIR
Bernard HOURS

Avec ses 110 millions d'habitants et son petit territoire de 14.400 km² le Bangladesh passe pour l'un des pays les plus densément peuplés de la planète (plus de 700 habitants au km²). Vice-champion des statistiques concernant la pauvreté (après l'Éthiopie), ce jeune État est devenu le symbole de deux réalités conjuguées : la surpopulation et le sous-développement.

Dans cette brève contribution, les auteurs, qui ne sont ni démographes ni économistes, n'entendent pas formuler une théorie des rapports, établis ou à l'étude, entre pression démographique et production alimentaire, mais simplement présenter quelques faits concernant le Bangladesh et produire des analyses critiques sur « l'idéologie de la surpopulation » qui tend fréquemment à ériger la pression démographique en cause fondamentale du sous-développement et des déséquilibres alimentaires.

On présentera cette macro-idéologie à travers ses principales affirmations et postulats. On montrera ensuite au niveau du Bangladesh que la pression démographique provoque et favorise le développement technologique et la productivité, et que la taille des exploitations et l'investissement en travail sont déterminants pour analyser la production des richesses agricoles.

L'obsession démographique : une idéologie planétaire

Peu après avoir été déchargé de l'administration de la loi martiale, le général Ershad, actuel président du Bangladesh, a reçu en 1988 la médaille des Nations-Unies pour les bons résultats obtenus au Bangladesh dans le contrôle de la croissance démographique.

Le rapprochement de ces deux faits vise à souligner les rapports qui existent entre la stratégie politique interne et l'image externe. Les don-

neurs d'aide, au premier rang desquels il faut placer les USA, ont depuis de nombreuses années exercé des pressions répétées en vue d'une évolution démocratique du régime qui doit se manifester par des élections libres. Cette évolution, imposée de l'extérieur, ne se signale pas par des changements notables des usages dans la société. Violence et inégalités subsistent ou se développent et les scrutins constituent une façade démocratique qui reconforte les bailleurs de fond, dans un État où la dépendance est structurelle.

A côté d'élections « libres », même si elles révèlent de nombreux abus, la baisse du taux de natalité semble un indicateur décisif pour rassurer l'Occident, et permettre d'identifier ces fameux « bons élèves » dont raffolent le FMI et la Banque Mondiale. La fiabilité des statistiques démographiques ou épidémiologiques est extrêmement inégale au Bangladesh, plus qu'ailleurs dans le Tiers monde. Les primes accordées en cas de contraception irréversible ou de stérilisation sont-elles compatibles avec une lecture minimale des droits de l'homme ? L'utilisation de produits dotés d'éventuels effets secondaires tels que le depopovera, interdit aux États-Unis, et réservé ailleurs aux débiles mentaux, s'impose-t-elle sous prétexte d'une urgence, décrétée par qui ? De multiples questions, autant idéologiques que techniques se posent. Au même moment, et parmi les débats qui agitent l'intelligentsia du Bangladesh autant que celle des pays d'Occident, médecins, infirmiers, corps spécialisés dans le contrôle des naissances, enquêteurs, sont soumis à une énorme pression pour obtenir des résultats positifs. Des faits divers caricaturaux émaillent les journaux, comme le cas de ce vieillard de 84 ans venu pour un mal bénin et stérilisé pour faire bonne mesure, dans un élan d'acharnement thérapeutique.

Obligé de ravalier sa façade démocratique et prié de s'abstenir d'avoir des enfants sous peine de baisse de l'aide alimentaire, le Bangladesh dépendant n'est pas en mesure d'argumenter. Tout au plus, on en est réduit à tricher avec les bulletins de vote, comme l'on triche en remplissant les questionnaires destinés à établir les statistiques qui permettent de mériter l'aide alimentaire, dont on sait qu'elle n'est pas un don gracieux mais un moyen de maintenir et de contrôler les circuits productifs pour l'Occident. L'aide alimentaire des États-Unis ne résulte pas des coups de cœur épisodiques d'une opinion versatile, émue par les inondations ou déçue par des paysans supposés inaptes à maîtriser leur « instinct » de procréation. Elle fait partie de l'aide globale accordée au Bangladesh suivant des conditions strictement établies. Elle n'est pas gratuite, et elle se paye même fort cher en termes de déséquilibres économiques, sociaux, politiques.

Outre ses dimensions politiques et économiques qui imposent et entretiennent la dépendance, l'idéologie de « l'obsession démographique » s'alimente de projections statistiques susceptibles de construire

un film d'horreur à l'usage des téléspectateurs occidentaux. Ainsi, sur la base d'une prévision de 220 millions d'habitants au Bangladesh en 2025, il est facile de provoquer le discours des raccourcis médiatiques à l'usage du nord où la sentence est prononcée : « ce n'est pas possible. Il faut faire quelque chose ». A propos d'une telle expression on peut se demander si elle n'exprime pas le soliloque occidental plutôt que l'inquiétude des Bangladeshis qui porte plutôt sur l'éducation des enfants ou le prix du riz.

Discours de substitution et emballage idéologique de l'aide, essence d'une dépendance à sens unique, « l'obsession démographique » évoque bien, mais de manière mythique, le vrai problème des déséquilibres démographiques.

Le prétexte alimentaire (moins de bouches) d'un tel acharnement thérapeutique (stérilisations) omet de mentionner les conditions dans lesquelles cette aide alimentaire est distribuée. « Les critiques adressées à l'aide alimentaire sont aujourd'hui bien connues. Le Bangladesh offre une image caricaturale des méfaits de l'aide alimentaire qui conserve, sous perfusion, des régimes tandis que la population crie famine. L'aide alimentaire représente environ le quart de l'aide étrangère au Bangladesh. Sa vente finance 15 à 18 % du revenu budgétaire. Les paysans pauvres ne reçoivent qu'une faible partie de cette aide qui va pour 26 % à la classe moyenne urbaine — la plus dangereuse politiquement (28 % est allouée à l'armée, à la police et à des fonctionnaires ou employés des grandes entreprises). En fait, dans ce pays à 90 % rural, 22 % de l'aide alimentaire est vendue dans les petites villes et les zones rurales. Une part non négligeable de cette aide est l'objet de trafics ou passe au marché noir »¹.

Dénoncer les méfaits de l'aide alimentaire prend une signification plus précise si l'on se penche maintenant sur la population, la croissance de la production agricole et la structure agraire.

Population, croissance de la production agricole et structure agraire

La pression démographique provoque l'émergence et la diffusion de techniques de culture plus intensives qui augmentent la productivité de la terre et peuvent éventuellement augmenter le rendement par tête.

Dans le cas du Bangladesh, la croissance de la population semble avoir eu un impact positif sur la productivité. La corrélation inter-district entre la densité de population et la production agricole par acre est positive, s'élevant de 0,63 en 1950 à 0,78 à la fin des années 1970.

1. Bernard Hours, Monique Selim, *Une entreprise de développement au Bangladesh*. Le centre de Savar, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 37.

Les méthodes traditionnelles d'intensification de la production des cultures durant ce siècle au Bangladesh, ont inclu la transplantation à la place des semailles, l'élévation des sols dans les zones exposées aux inondations, l'amendement des sols par l'enfouissement des dépôts alluviaux récoltés, et une sélection continue des variétés par laquelle les qualités génétiques des variétés sont ajustées aux conditions agro-écologiques locales.

La fameuse technologie de la révolution verte avec ses variétés de riz à haut rendement, l'irrigation et les engrais, a joué un rôle important dans la croissance de la production agricole. La relation entre la densité de la population rurale et l'adoption de cette technologie est évidente. La corrélation entre la densité de population et le pourcentage de surfaces rizicolesensemencées de HYV est de 0,87.

Tous ces faits mis en rapport justifient l'affirmation selon laquelle l'augmentation de la population a induit des changements technologiques dans l'agriculture du Bangladesh. Dans quelle mesure la croissance agricole fut-elle associée avec une augmentation des salaires agricoles : cela demeure à prouver.

Si l'on aborde la question de la rémunération du travail agricole, on affirme souvent que la croissance agricole a un effet positif sur les revenus des travailleurs journaliers de l'agriculture à travers une augmentation des produits alimentaires disponibles, qui provoquent une baisse des prix.

Cela peut stimuler la croissance dans les secteurs non agricoles et dans le secteur de l'emploi alimenté par une demande croissante de biens de consommation et de biens intermédiaires.

Que penser de l'affirmation selon laquelle les bénéfices de la croissance agricole atteignent nécessairement les travailleurs agricoles ? Plusieurs auteurs suggèrent que cette croissance peut, dans certaines circonstances, contribuer à une baisse absolue des salaires réels agricoles. Ces mécanismes seraient : l'éviction des tenanciers locataires en faveur de l'auto-exploitation agricole au moyen de salariés, l'augmentation de la quantité de travailleurs disponibles provoquant une augmentation de la demande de travail, la concentration de la propriété foncière dans les mains des grands propriétaires qui emploient moins de travail par acre que les petits cultivateurs, le contrôle oligarchique du marché du travail rural qui se développe, l'introduction du machinisme.

Si l'on aborde la structure agraire, les petites propriétés sont associées à une plus intense utilisation du travail rapportée à la surface. La principale raison de ce phénomène, est la part plus élevée du travail de la main-d'œuvre familiale. En outre, le coût de supervision des travailleurs rémunérés augmente quand baisse la part de la main-d'œuvre familiale.

Ainsi apparaît une relation inversée entre la taille de la propriété foncière et l'utilisation de main-d'œuvre, y compris dans l'univers des exploitations utilisant exclusivement des salariés. Qu'implique l'augmentation de la quantité de travail associée à des structures d'exploitation agricole plus petites face au respect de l'offre et de la demande de travail salarié ? La croissance de la population rurale accroîtrait la disponibilité de la main-d'œuvre salariée bien que l'intensification du travail familial chez les petits paysans absorbe une part de cette augmentation de main-d'œuvre.

L'impact de la demande de salariés dépend de la mesure dans laquelle la main-d'œuvre familiale et les salariés peuvent se substituer les uns aux autres ou être complémentaires. Si les coûts de supervision sont suffisamment sensibles au pourcentage de main-d'œuvre familiale par rapport aux salariés, il devient concevable qu'une structure d'exploitation plus petite conduise à une augmentation de la demande de salariés. Suivant le recensement agricole de 1976-77, le nombre de travailleurs salariés par acre de terre augmente avec la baisse de la taille des exploitations au Bangladesh. L'utilisation par acre de salariés était 45 % plus élevée pour les plus petites exploitations (moins d'un demi acre) que pour les plus grandes (plus de 7,5 acres). En même temps, le ratio entre la main-d'œuvre familiale et les salariés augmente quand la taille de l'exploitation diminue, en supposant que la main-d'œuvre familiale augmente encore plus que les salariés.

Ce recensement révèle aussi que les plus petites exploitations destinent une large part de leur surface cultivée à des cultures nécessitant un travail intensif, et une plus large part de leur surface de riz aux variétés HYV, nécessitant l'usage de l'irrigation et d'engrais sur une plus grande part de leurs terres.

Dans les salons de Dhaka, les expatriés et la bourgeoisie locale mêlent leurs sanglots et commencent, le whisky à la main, sur le drame démographique du Bangladesh où la croissance de la population rendrait sans effets les efforts des experts du développement qui pourtant connaîtraient « la solution ». De tels discours frisent parfois l'eugénisme.

Suivant une étude de la Grameen Bank, dès qu'ils disposent de revenus supérieurs, les paysans bangladeshis investissent dans l'achat d'un instrument producteur de revenu (vache, machine) et dans la scolarité de leurs enfants, tout en continuant de consommer une alimentation peu coûteuse, non modifiée.

Cette stratégie ne saurait étonner, après la découverte du secteur dit informel. L'existence de telles stratégies paysannes permet de penser que c'est par des enfants plus éduqués que baissera le taux de natalité, plutôt que par des thérapeutiques exogènes fondées sur la violence unilatérale.

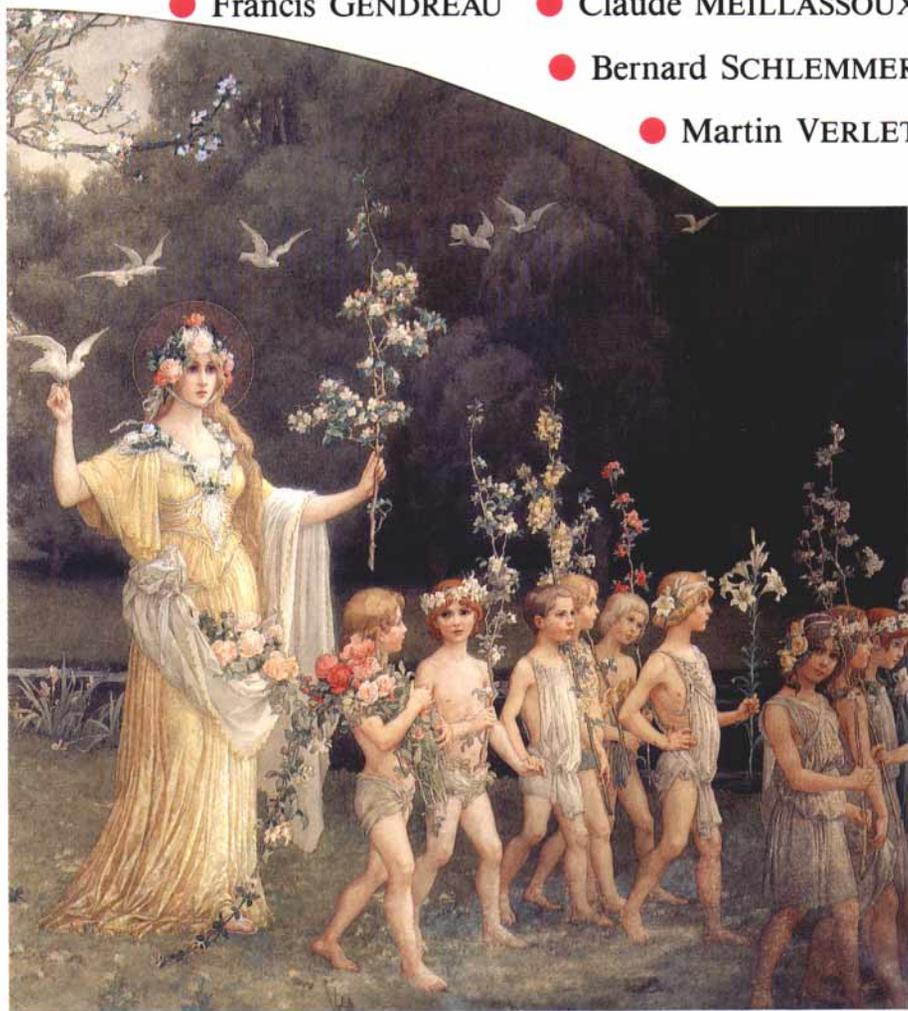
Dans une nouvelle intitulée « le bébé » le romancier italien Moravia écrit : « Quand la bonne dame qui nous apporte les subsides du Secours de Rome nous demanda, elle aussi, pourquoi nous mettions au monde tant d'enfants, ma femme, qui ce jour-là était mal lunée, lui dit la vérité : "Si nous avions des sous, le soir nous irions au cinéma... comme nous n'en avons pas, nous allons au lit et c'est comme ça que nous avons des enfants". La dame, à ces mots prit un air pincé et s'en alla sans desserrer les lèvres. Je fis des reproches à ma femme parce que la vérité n'est pas toujours bonne à dire et que, avant de la dire, il faut savoir à qui l'on s'adresse »².

Surveillés en permanence par une armée de dames patronesses étatiques ou non gouvernementales, les paysans du Bangladesh, exposés par ailleurs à la tentation islamique, se demandent à quel saint se vouer ; tout en continuant à procréer des enfants dont ils espèrent que la vie sera plus digne que la leur, c'est-à-dire plus aptes à inviter leurs voisins à partager un bon repas lors d'une fête qu'à faire plaisir au FMI.

2. A. Moravia, *Nouvelles romaines*, Flammarion, 1982, p. 29.

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM



CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991